

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Lire en page 2 :

«Le succès de
la Likoud aux élections
israéliennes
L'extrême-droite
au pouvoir»

*La clique au pouvoir voudrait s'unir
...elle se divise*

BATAILLE POUR ETRE LE LEADER DE LA DROITE

Les grenouilles politiques s'agitent beaucoup en ce printemps, à croire que le temps presse... chaque jour qui passe rapproche un peu plus des législatives, il est vrai.

Pour la droite, actuellement au pouvoir, il s'agit de savoir qui doit en être le leader. En ce qui concerne les giscardiens, rebaptisés à l'occasion de leur congrès «Parti républicain», c'est Barre qui doit être «le leader national de la majorité».

Quant au RPR de Chirac, c'est lui qui a pris les devants en proposant «un pacte majoritaire» (sous-entendu sous sa direction politique).

Guéna (RPR) a déclaré qu'il «n'y a pas besoin de

contre-programme commun de la majorité», donc pas question que Barre en soit le leader.

A propos des législatives, se retrouve posée la question : faut-il ou non des primaires (chacun pour soi au 1er tour) ?

Toutes les divergences tactiques entre RPR-Parti républicain-les partis crouillons radicaux et centristes (CDS) portent sur la manière de regagner les voix perdues aux dernières municipales sans oublier que les giscardiens cherchent à diminuer le RPR.

Ceci dans une situation de crise économique grandissante, alors que le programme de la fausse gauche apparaît plus clairement aux masses comme

démagogique et que lui aussi est miné par des querelles intestines incessantes.

Après son échec aux municipales, la dite majorité ne sait plus trop où donner de la tête. Les «réformes» de Giscard, le plan Barre n'ont rien résolu, ce sont des échecs. La démagogie fascisante de Chirac n'y changera rien. Quant à Lecanuet (CDS), tout en parlant d'union de la majorité, il a dit qu'il écartait «toute alliance privilégiée avec un partenaire plutôt qu'avec un autre».

En somme, c'est comme le chapiteau qui devait abriter le congrès du «parti républicain» et qui s'est effondré sous l'effet du vent : tout fout le camp !



● Vitrolles
(Bouches
du Rhône)

**PCF - PS :
de l'eau
dans le gaz !**

Mercredi, deux adjoints municipaux socialistes et un radical de gauche de Vitrolles (30 000 habitants) ont refusé les délégations qui leur étaient offertes par le maire PCF.

Ces adjoints reprochent au maire de ne pas respecter les accords passés entre les trois formations, au lendemain des municipales, sur les trois délégations qui devaient être attribuées aux deux formations.

Charles-Émile Lon, secrétaire national et premier secrétaire fédéral du PS, a dénoncé ce non-respect comme un «acte grave» qui...

entraîne les militants socialistes à douter de la volonté du PC de respecter les accords passés. Voilà ce qu'est la «démocratie» de ces gens-là : il y a loin des promesses à la réalité, ça promet !

● Roubaix

39e congrès de la Fédération Hacuitex CFDT

Depuis le congrès de Fiers, qui se tenait au sortir des élections présidentielles en mai 74, la situation économique et sociale a rapidement évolué sous l'effet de la crise capitaliste.

Les luttes se sont multipliées, notamment contre les licenciements, et de plus en plus, les travailleurs ont eu à affronter la bourgeoisie de gauche infiltrée dans la classe ouvrière. Ceci explique que le courant de lutte classe contre classe ait grandi et se soit renforcé au sein de la CFDT.

Mercredi 18, à la fin du 1er jour du congrès, se tenait une assemblée générale de militants avec E. Maire. Celui-ci, plaçant délibérément la CFDT à la remorque de l'Union de la gauche, déclara : «Même s'il y a un changement politique, il faut que les travailleurs soient mobilisés pour permettre à un gouvernement de gauche

de mieux surmonter les obstacles».

Mais que faut-il, au juste, entendre par le mot «obstacle» : la résistance des travailleurs à l'encadrement social-fasciste et leur refus de se retrousser les manches ?

Les travailleurs ne sont pas dupes et un ouvrier de Lemaire et Dillies a été très applaudi quand il a dit : «Nous, les ouvriers, on ne veut pas du socialisme à la russe, de camps de concentration et de déportation en Sibérie».

La méfiance envers le Programme commun est un sentiment qui ne fait que croître parmi les travailleurs. Une travailleuse déclarait ainsi : «Je suis sûre que si l'on pose la question à la salle, très peu savent ce que dit le Programme commun».

De son côté, un ouvrier dénonçait les partis révisionnistes et réformistes qui tentent de s'accaparer la direction des lut-

tes pour les entrainer dans l'ornière de l'Union de la gauche : «Ils s'imposent !» déclarait ce camarade.

Un ouvrier de la Thomson à Lesquin s'insurgea contre la mollesse des chefs réformistes de la CFDT : «La CFDT est-elle décidée, à court terme, à foutre le plan Barre en l'air ?» La tactique des grèves-bidons de 24 h devait aussi être critiquée notamment par une travailleuse de la Sécurité sociale qui rapporta : «Les filles ne veulent plus faire de grèves de 24 h ; ça ne sert à rien».

Un immigré de Lestin laissa tomber ironiquement à l'adresse d'E. Maire : «Pensez-vous qu'on est en train de frôler mai 68 avec le 24 mai ?».

Après avoir déclaré que le mouvement anticapitaliste et antirévionniste de masse en Italie manifeste une violence gratuite «qui est le fait de marginaux», Edmond Maire lança :

«Nous ne voulons plus mai 68, ni nous, ni la CGT». Visiblement mal à l'aise, parfois interrompu ou pris à partie par des ouvriers, Edmond Maire fit triste mine. Quant au congrès, nous y reviendrons. Notons qu'au 2e jour, les deux entreprises de Roubaix, actuellement en lutte, Deffrenne et Lemaire et Dillies, n'y possédaient pas de délégués, ce qui tout de même est un peu gênant pour l'image de marque de la CFDT.

Pourquoi les travailleurs de Lemaire et Dillies ne sont-ils pas représentés alors qu'ils viennent de sortir d'une grève victorieuse ? A la suite de quelle magouille, l'entreprise est-elle uniquement représentée par deux délégués «Programme commun» de Maquelierie ?

Correspondant HR

● St Dié

Le personnel de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) de Saint-Dié (Vosges) a décidé d'empêcher l'établissement des statistiques mensuelles de l'agence, à partir de mardi, pour pro-

tester contre l'insuffisance des effectifs. Le personnel a, en outre, décidé d'observer une grève illimitée à partir du 31 mai s'il n'obtient pas satisfaction.

● St Malo

Les 50 employés des PTT de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) qui se sont mis en grève lundi à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO pour demander un renfort

d'effectifs, ont décidé de poursuivre leur mouvement.

Cette action est suivie par la totalité du personnel et aucune lettre n'a été distribuée en ville.

● Villeurbanne

L'usine Amtec (machines-outils) de Villeurbanne (Rhône) a été évacuée mercredi après plus d'un mois d'occupation. Amtec, qui appartenait au groupe américain Litton, employait 360 personnes. L'unité de Villeurbanne avait déjà été occu-

pée d'avril à août 76, après l'annonce du dépôt de bilan de la firme et de la cessation d'activité.

La réoccupation par 150 personnes environ avait eu lieu à l'occasion d'une journée d'action dans la métallurgie organisée par la CGT.

A TOUS NOS LECTEURS
En raison de la grève nationale du 24, les HR datés
du mardi 24 mai et du mercredi 25 mai ne paraîtront
pas.



Mobilisation anti-nucléaire du Pellerin (Loire Atlantique)

Enorme succès

Le 8 mai, des milliers et des milliers de personnes ont répondu à l'appel de la coordination antinucléaire de la Basse-Loire.

Ouvriers, paysans, lycéens, collégiens se rassemblaient nombreux autour des stands et dans les forums, on se pressait pour voir les films sur les centrales nucléaires.

Cette journée a été l'occasion pour la solidarité entre les luttes telles celles de Flamanville ou Creys-Malville de se manifester.

Stands et forums montraient comment les capitalistes, dans leur recherche du profit maximum, méprisent la vie et la santé des travailleurs et des habitants. Dans tout l'estuaire de la Loire, c'est par dizaines de milliers de tonnes que le dioxyde de soufre est rejeté dans l'air par la raffinerie de Donges, les centrales de Cheviré et de Cordemais.

Tout le long de l'estuaire, bien d'autres usines polluent par exemple en envoyant de l'arsenic dans l'eau. Le cynisme est même poussé jusqu'à installer des systèmes d'épuration des fumées mais qui ne servent que dans des occasions officielles, pour les visiteurs. Pechiney Ugine-Kuhlman tient une bonne place parmi ces pollueurs. 18 bovins crevés l'été dernier, poissons crevés par cette pollution.

C'est pourquoi pêcheurs, paysans et habitants de la

région savent ce que signifie l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin.

Ils se mobilisent pour empêcher qu'elle ne s'installe. Par quartiers, par communes, ils se regroupent, ils s'organisent, ils prennent en main leur lutte.

Deux absences particulièrement remarquables à cette journée ; celle du PC, celle de l'UD CFDT ; celle-ci ne s'associait pas à ce rassemblement car il n'avait pas, selon elle, une base de classe ! Mais les militants de base de la CFDT n'ont pas apprécié ces tentatives de division : ils étaient là nombreux.

Le PS de son côté, essaie de récupérer la lutte pour ses visées électorales et de démobiliser. Chenard, (mairie PS de Nantes) disait le 14 mars 1977 : « En principe, je suis contre, mais la décision est prise, on n'y peut rien... Les élus ont fait ce qu'ils pouvaient mais la majorité du conseil général est de droite... »

Dans leur lutte écologiste, les habitants de la région prennent conscience que le responsable est le système capitaliste.

Dans les forums, la méfiance envers le Programme commun et même son rejet se sont à maintes reprises exprimés.

De très nombreux écologistes disent aujourd'hui : « Ne faisons confiance ni à la droite, ni à la gauche, organisons nous-mêmes notre lutte. »

Le conseil de Paris face aux expulsions

Diviser et tromper pour mieux expulser

3 054 expulsions ont eu lieu en 1976 à Paris. Mais elles ne se font plus toujours sans mal. Comme l'ont montré des luttes dans plusieurs quartiers, les locataires s'organisent et arrivent maintenant dans plusieurs cas à y résister collectivement. Le Conseil de Paris s'efforce donc de mettre une plus grosse dose de tromperie dans sa répression. Il a déjà annoncé, ce qui lui permet aussi de couper l'herbe sous les pieds du PCF, un soi-disant programme de 10 000 logements sociaux. Il vient cette fois de créer une commission chargée d'examiner les cas des locataires menacés d'expulsion mais seulement ceux de « bonne foi ». C'est cela diviser pour régner.

NOTE DE L'ADMINISTRATION DE LA FAUCILLE

L'administration de la Faucille étant indépendante désormais d'HR, nous demandons aux lecteurs d'adresser tout courrier, article, et règlement à la nouvelle adresse :

La Faucille
BP 258 - 75866 - Paris - Cédex 18
No de CCP : 17 564 83 B - Paris



Le succès de la Likoud aux élections israéliennes L'extrême - droite au pouvoir

Les élections qui se déroulaient mardi en Israël ont donné la victoire au parti Likoud, rassemblement de plusieurs organisations se réclamant de droite ou d'extrême-droite.

Largement commenté par la presse bourgeoise, cet événement est présenté comme un fait capital susceptible de bouleverser la situation au Proche-Orient et changeant la nature de l'État d'Israël.

C'est que, officiellement, depuis sa création, l'État sioniste d'Israël est gouverné à « gauche ». Le Parti travailliste de Golda Meir et de Moshe Dayan est affilié à la deuxième Internationale (comme le PS de Mitterrand). Cette direction « de gauche » n'a pourtant pas empêché Israël d'agresser à quatre reprises les pays arabes voisins, de ne cesser d'appliquer une politique expansionniste en annexant les territoires occupés par la force.

Cette direction « de gauche » n'a pas empêché Israël de fouler au pied les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, d'être un État fondé sur une doctrine raciste et colonialiste.

Cette direction « de gauche » n'a pas empêché Israël de pratiquer systématiquement la répression

Là est le véritable problème car, avec l'arrivée au pouvoir de la droite déclarée, il ne va pas manquer de chantres pour nous expli-



La détermination du peuple palestinien n'en sortira que renforcée



Les effets du terrorisme sioniste

terroriste contre les populations arabes, faisant lâchement assassiner par ses nervis les héroïques combattants palestiniens, comme Mahmoud Salheh, ouvrant le feu contre les manifestations de jeunes arabes à Naplouse, détruisant des villages entiers parce que les habitants s'étaient opposés à leur diktat raciste.

Cette direction « de gauche » n'a pas empêché Israël d'avoir contre le peuple palestinien la même idéologie de génocide qu'avait eu les nazis contre les Juifs.

Elle n'a surtout pas, car là est le problème fondamental, changé la nature de l'État d'Israël. Celle-ci est d'être un État sioniste, c'est-à-dire un État colonialiste qui fut implanté à l'origine par l'impérialisme anglais sur le territoire du peuple palestinien et qui masque son caractère raciste et oppresseur derrière la religion juïdique, celle-ci faisant office de constitution et de législation.

quer qu'avec « un gouvernement démocratique » en Israël, tout cela changerait.

C'est déjà ce que disent les révisionnistes du Parti Rakha, le parti « communiste et sioniste » d'Israël.

Non, l'ennemi du peuple palestinien et des peuples arabes, ce n'est pas tel ou tel gouvernement de l'État sioniste, c'est cet État lui-même, quelle que soit l'apparence tactique de son gouvernement, de droite ou de gauche, un sioniste reste un sioniste, c'est-à-dire un oppresseur et un raciste.

Cela ne veut cependant pas dire que l'arrivée au pouvoir de la Likoud n'ait aucune répercussion sur la situation dans la région.

Avec un commerce extérieur en déficit constant et progressif, avec un taux d'inflation de 28 % pour l'année dernière, l'État sioniste, en crise perpétuelle, ne peut survivre que par l'aventure militaire et l'expansionnisme. Avec 32 % du produit national brut consacré à l'armée (10 fois plus

qu'en France) son économie est entièrement tournée vers la guerre. C'est dans cette logique que s'inscrit l'arrivée au pouvoir de la frange la plus terroriste et militariste des sionistes.

D'ores et déjà, on peut dire que la tenue de la Conférence de Genève est compromise.

A l'annonce des résultats, le représentant à Genève de l'Organisation de Libération de la Palestine déclarait : « la

ne peut viser qu'à « libérer » de nouveaux territoires, la Jordanie ou le Liban par exemple.

Par contre-coup, cependant, cet événement mérite d'éclaircir une situation que les manœuvres de Washington et de Moscou avaient contribué à embrouiller. Ce nouvel état de fait permet, en effet, de mieux situer où se trouve le véritable ennemi des peuples

victoire électorale du chef du mouvement terroriste (*) constitue un revers au milieu de tous les efforts engagés pour parvenir à la paix ; les Arabes doivent revoir une nouvelle fois leur stratégie et être prêts pour une cinquième guerre.

Les déclarations de Bégin, le chef de la Likoud, ne laissent d'ailleurs aucun

palestinien et arabes et à raffermir les liens de ceux-ci dans le combat qui les unit.

Au-delà des divisions manigancées par les superpuissances, l'unité des peuples arabes est plus que jamais indispensable face à la menace renforcée d'une nouvelle agression sioniste.

Le commentaire de « la voix de la Palestine »

« La voix de la Palestine », diffusant du Caire, affirme que « la tentative projetée par la Likoud d'instaurer le « grand Israël » provoquera la flamme révolutionnaire du peuple palestinien ».

« Son champ d'action, ajoute-t-il, s'étendra sur toute la rive occidentale (du Jourdain), Gaza, la Galilée, le Negev pour contrecarrer les plans d'annexion, d'implantation et de judaïsation fiévreusement envisagés par la Likoud et ses alliés du Front religieux ».

« La situation dans la région arabe évoluera donc dans le sens de la mobilisation des forces dans le but d'imposer la volonté arabe aux envahisseurs sionistes », conclut la radio palestinienne.

doute sur les intentions agressives des sionistes : « Pour nous, a-t-il déclaré, il n'y a pas de territoires occupés, il n'y a que des territoires libérés ». Il est clair qu'une telle politique

(*) : Menahem Bégin, le nouvel « hon.ne fort » du sionisme est notamment le fondateur de l'ogoun, mouvement terroriste sioniste qui a, entre autre, à son actif le massacre, en 1948, de tous les habitants du village palestinien de Deir-Yassine.



Ratonnade sioniste dans un quartier arabe

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

AU SOMMAIRE :

- La colère des femmes
- Nouvelles initiatives des paysans de la vallée de Naussac
- Dans la restauration, une serveuse témoigne
- «Le réveil» : poème d'un postier ml
- Citroën : champion de l'exploitation
- En lutte contre l'école capitaliste
- Chelles-Lagny : union, action contre la répression
- Usinor-Thionville : défense de l'outil de travail ou lutte contre les licenciements ?
- Nos frères immigrés
- Un ouvrier-maçon de Béziers nous écrit : Non au crimes du capital !
- «Les ambassadeurs», un film de lutte contre le racisme

UNITE ET ACTION ! CLASSE CONTRE CLASSE !

La classe ouvrière — française et immigrés — les employés et la jeunesse de notre pays, tous les travailleurs de la ville et de la campagne sont aujourd'hui l'objet des attaques de la deuxième version du plan Barre.

Mais d'autre part, de nombreux signes révé-

lent bien l'échec d'un gouvernement qui a de plus en plus de mal à défendre les intérêts du capitalisme.

CE QUE VEUT MONTRER LA CLASSE OUVRIERE ET L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS PAR CETTE

JOURNÉES DU 24 MAI C'EST PRÉCISEMENT SON REFUS DU PLAN BARRE.

Ce refus s'exprime déjà chaque jour dans les luttes. Aux nombreuses grèves longues avec occupation contre les

Licenciements massifs, se sont ajoutés récemment des mouvements, tout aussi déterminés, pour l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail : dans le trust Alsthom (à St-Ouen, Aix-les-Bains, Frontenex et Villeurbanne) chez les éboueurs de Paris ; ou pour l'augmentation des effectifs (aux PTT par exemple).

Certaines de ces luttes déjà victorieuses (éboueurs) même partiellement sont un encouragement pour les autres travailleurs.

Mais alors dans ces circonstances, il faut se demander : pourquoi encore une journée de grève de 24 heures ? Quel peut être le résultat d'une telle journée, au delà de son caractère spectaculaire ? Au soir du 24 mai, qu'aurons-nous de plus ?

Ce sont les directions syndicales qui ont appe-

lé à cette journée.

L'OBJECTIF DES DIRECTIONS SYNDICALES, C'EST DE PRENDRE LES DEVANTS ET DE CANALISER LES LUTTES VERS L'ARRIVÉE DE LA «GAUCHE» AU POUVOIR.

Derrière de telles journées d'action, se cachent les partis signataires du Programme commun. Les ambitions de l'union de la gauche étant de s'installer au pouvoir, dans le système capitaliste, les directions syndicales ont pour tâche à la fois de contrôler la colère des masses pour que jamais la marmite n'éclate et d'utiliser le mouvement pour pousser la gauche au pouvoir.

Aussi de temps en temps, quand la colère est trop grande, quand il y a danger d'explosion, il faut ouvrir la soupape de sûreté : ce sont les journées de 24 heures.

Des preuves ? Ces mêmes dirigeants syndicaux sabotent la coordination des luttes au niveau du trust Alsthom. Ils s'opposent à l'occupation d'Usinor-Thionville, alors que les mutations sont largement commencées. Ils condamnent la lutte avec occupation aux centres de tri postal du Landy (Paris). Ils trahissent honteusement la lutte de nos frères immigrés de la Sonacotra.

Voilà ce qu'ils font de la mobilisation des masses. Car cette mobilisation est grande. La journée du 24 mai le montre à sa manière.

LES MARXISTES-LÉNINISTES ET TOUS LES TRAVAILLEURS CONSCIENTS DE CETTE RÉALITÉ, DEVRONT, EN CETTE JOURNÉE DU 24 MAI, S'APPUYER SUR LA MOBILISATION DES MASSES, POUR EXPLIQUER QUE : LA CRISE EST UNE CONSÉQUENCE DU RÉGIME CAPITALISTE LUI-MÊME, NI LE PLAN BARRE, NI LE PROGRAMME COMMUN NE PEUVENT LA RÉSOUDRE, MAIS SEULEMENT LA RÉVOLUTION SOCIALISTE, CELLE DU PEUPLE EN ARMES, RENVERSANT LE RÉGIME !

Pour cela, il faut dès aujourd'hui condamner les accords d'états-majors au sommet et réaliser la véritable unité des masses, à la base et dans l'action. Il faut dès aujourd'hui dénoncer les journées d'action sans lendemain, qui ont pour seule perspective le Programme commun, et organiser la lutte dans les usines, en assemblées générales démocratiques.

C'est dans cette lutte classe contre classe que se prépare dès aujourd'hui la révolution socialiste, contre le plan Barre et le Programme commun !





La colère des femmes

La manifestation des femmes qui s'était jointe au cortège syndical du 1er Mai a suscité des remous jusqu'au sein de la «Conférence nationale des travailleuses salariées de la CGT» qui s'est tenue récemment à Nanterre.

La manifestation du 1er Mai avait révélé un double phénomène : la conscience grandissante des femmes de l'oppression propre qu'elles subissent dans notre société sur le plan idéologique, politique, économique. Mais aussi que la seule manière d'avancer dans la lutte pour l'émancipation des femmes est de s'inscrire sur une base de classe, dans la lutte générale de toute la société pour le renversement du système capitaliste qui est la source de toutes les inégalités, de toutes les injustices, de toutes les oppressions.

Les orientations petites-bourgeoises, égoïstes, individualistes, qui prévalaient dans un certain nombre de groupes de cette manifestation, constituent pour les femmes en lutte une impasse politique, un piège qu'il leur faut déjouer pour progresser dans la cause de leur libération.

Elles éloignent particulièrement les ouvrières, les travailleuses, les femmes du peuple, qui doivent être les principaux bataillons de ce combat ; car il est bien évident que l'émancipation des femmes progressera essentiellement à travers leur propre révolte, leurs propres luttes.

Cette lutte de ligne sur l'orientation du combat des femmes apparaissait dans les rangs de la manifestation qui rassemblait cette année plusieurs milliers de femmes. Aux mots d'ordre «folkloriques», «sexistes» répondait celui qui fu-

sait à plusieurs reprises : «Pas de socialisme sans libération de la femme, pas de libération de la femme sans socialisme».

Et les mots d'ordre qui traduisaient l'engagement des femmes parmi et aux côtés de la classe ouvrière en lutte. Nombre d'entre elles manifestaient leur refus de payer les frais de la crise capitaliste, dénonçaient «le travail temporaire, le travail intérimaire, c'est du chômage qui n'en a pas l'air !» Elles manifestaient leur volonté de ne plus rester isolées au foyer, que le congé sans solde temporaire pour les mères salariées est un piège, un moyen pour décongestionner le marché du travail et une division de la classe ouvrière. Elles réclament «une large information sur les moyens de contraception», l'avortement libre et remboursé, y compris pour les mineures et les immigrées.»

Elles ont dit aussi avec force qu'elles ne veulent plus être considérées comme un objet sexuel, une marchandise, qu'elles refusent d'être draguées, pelotées, battues, violées.

Elles ont manifesté leur colère envers l'attitude des directions syndicales qui prétendaient leur interdire l'accès au cortège syndical et leur indignation devant le honteux spectacle des «majorités» qui y étaient introduites. Comme l'an passé, c'est par des injures et des coups qu'il leur a été répondu.

Brisant l'ordonnement bien huilé de ces conférences bidon, à Nanterre, la semaine dernière, c'est de la salle que des travailleuses ont interpellé la tribune pour exiger des explications sur cette attitude qu'elles ont dénoncée devant toute la conférence.

Contre le barrage

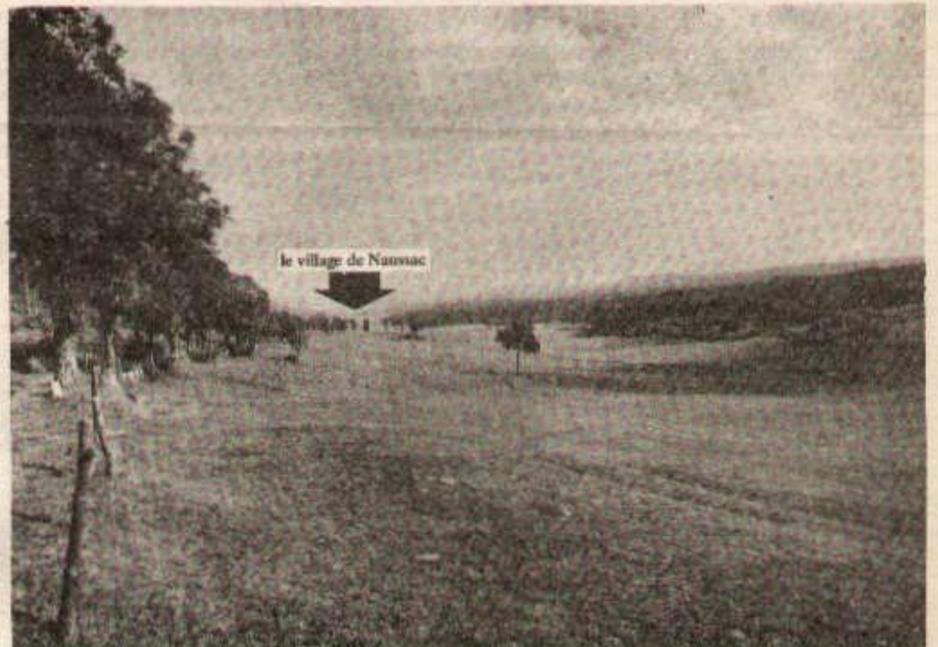
Nouvelles initiatives des paysans de la vallée de Naussac

L'État monopoliste voulait que l'une des rares régions cultivées de la Haute-Lozère, la vallée de Naussac, soit condamnée à être engloutie sous 20 mètres d'eau après la construction d'un barrage-réservoir.

Seulement, depuis des années, les habitants de cette petite vallée, soutenus par de nombreux lozériens, refusent cette condamnation à l'exode et au chômage.

Au cours d'une conférence de presse tenue récemment à Paris, le Comité de défense de la vallée de Naussac a annoncé de nouvelles initiatives visant à populariser la lutte et à s'opposer concrètement au projet de barrage. Ainsi, est annoncé l'occupation de la vallée de Naussac à partir du mois de juillet pour s'opposer aux travaux de barrage.

De son côté, Blanc, secrétaire d'État à l'Agriculture, et également député de Lozère déclarait ces jours-ci «cette affaire avait beaucoup trop trainé». Autrement dit, qu'il allait être question d'accélérer la remise en route des travaux, que la population le veuille



Toute cette vallée condamnée s'il n'y avait pas la lutte... ou non.

Les paysans de la vallée de Naussac, ne se laisseront certainement pas intimider par ces nouvelles menaces. Ils refusent ce barrage parce qu'il est tout à fait possible de construire un barrage à quelques kilomètres de là, dans les gorges de l'Allier, où ne serait atteinte aucune terre agricole. Ils refusent ce gaspillage capitaliste des richesses qui s'opère sur le

dos du peuple.

«Larzac, Naussac, même combat au pays», «500 personnes vouées à la déportation», «Nous noyer c'est nous tuer», «Non au barrage», ce sont les phrases écrites par les paysans sur des panneaux en bois qui s'alignent tout au long de la route principale qui mène à Naussac.

Déjà, on voit que la lutte s'est organisée. L'été dernier, il y a eu la «Marche sur

Naussac» qui a rassemblé des milliers de personnes. En septembre, une pelleteuse appartenant à la société de construction devait sauter. En décembre, des dossiers d'expropriation disparaissaient de la direction départementale de l'Agriculture. En mars dernier, la liste municipale contre le barrage devait passer à Naussac, marquant l'opposition unanime de la population à ce projet.

Dans la restauration Une serveuse témoigne

Dans la restauration, les conditions de travail sont très dures et celles de la lutte difficiles. En voici le témoignage d'une serveuse faisant de plus les saisons (novembre-avril et mai-septembre).

Chaque fois, c'est un nouveau décor : hôtel, collèges, patron... on n'a même pas eu le temps de se mettre dans le bain, d'apprendre les habitudes de la maison ni de connaître les copains et les copines qu'on a déjà beaucoup de travail...

En fait, on est employé au SMIC, logé, nourri, et c'est tout, même si dans la journée on va jusqu'à 15 heures de travail...

Le matin, pas le temps d'écouter les actualités à la radio ! Pendant les coupures, on préfère se détendre ou se reposer que de se plonger dans un journal pour voir où on en est. Pas de télévision le soir pour suivre les informations. En mars, il y avait les municipales : personne n'était au courant, on ne savait rien...

L'atmosphère n'est pas toujours bonne entre le personnel : on vit trop les uns sur les autres... Nos chambres sont à l'hôtel : on est continuellement sous la surveillance des patrons ; ils arrivent toujours à savoir ce qu'on fait. De ce fait, si jamais au boulot, on a une défaillance, ils ne nous loupent pas pour nous faire remarquer : «Vous ne dormez pas assez en ce moment ; vos nuits se font courtes, ces jours-ci, etc».

Il y a aussi la question du pourboire : j'estime que si c'était supprimé, ce serait une bonne chose car ça nuit à l'entente du personnel...

A cause de ce fric, l'hypocrisie et le sourire commercial sont permanents, et tout ça c'est moche...

Ce métier est à part. On est là pour quatre mois, on n'a pas d'amis, ni de copains, copines à voir en dehors du boulot. On n'est que nous, un petit cercle bien fermé, ne comprenant que les employés de l'hôtel où l'on est. Que l'on sorte l'après-midi se promener ou le soir boire un pot, se sera toujours avec les mêmes têtes.

Le réveil

Bien sûr, il y a le chômage, Et faut dire que c'est dommage... Mais nous avons l'«Eurovision», Et en boxe un grand champion !

Paye bloquée et prix montants, Évidemment, c'est embêtant... Mais nous avons le «Tour de France», Et le Loto, ah ! Quelle chance !

Plus d'un million de sans-emploi, C'est un peu gênant, pour la loi... Mais - sans vouloir les dénigrer - A qui la faute ? Aux immigrés !

A quand chez nous un «Serezo» ? C'est ennuyeux, la mort des eaux... Mais, contre la «majorité» Nous avons la «gôche» à voter.

Désolé de vous décevoir, Mais le peuple veut le pouvoir !

Un postier ML

Faire la connaissance des autres employés des autres hôtels n'est pas impossible, mais pas facile non plus vu nos horaires qui ne sont jamais réguliers et qui ne correspondent pas forcément avec ceux des autres hôtels...

Entre nous, on arrive à faire des trucs sympas. Par exemple, dans la brigade s'il y a des serveurs ou serveuses qui veulent aller au cinéma et que tout, après le service, n'est pas complètement fini, les intéressés s'en vont, les

autres terminent...

Cet hiver, j'ai fait connaissance avec deux filles qui travaillent dans un autre hôtel (il faut préciser, acheté par une société). On leur avait fait signer un contrat de 4 mois pour 1 700 F par mois net. A la première paye, elles s'aperçoivent qu'elles n'ont que 1 400 F. On discute et je leur suggère d'aller voir un syndicat ou un inspecteur du travail. Chose qu'elles ont fait pendant une journée de congé, et ça a avancé...



● Citroën

Champion... de l'exploitation

L'heure est à la lutte contre l'absentéisme. L'État capitaliste vient de lancer une grande offensive dans ce sens.

Comme d'habitude, Citroën est «à la pointe du combat» : il y existait déjà des «primes semestrielles» qui sautaient en cas d'ab-

sence supérieure à 15 jours. Cela ne suffisait pas : Citroën vient de fait un «cadeau» à ses ouvriers, un cadeau empoisonné qui lui rapportera gros. Il s'agit du «plan individuel d'épargne congé» (PIEC). Des points sont attribués aux ouvriers. Un certain nombre de points peuvent donner droit à un

jour de congé supplémentaire. Mais voilà le hic : si on est absent, même pour maladie, plus de 15 jours dans l'année, on perd ses points.

La tentation sera donc grande chez l'ouvrier malade ou épuisé de reculer jusqu'à la dernière limite le moment où il ira voir le médecin...

Cette «offre» généreuse rapportera donc avant tout à Citroën et à l'État capitaliste...

Et ce n'est pas tout : les points sont attribués de telle manière que l'ouvrier soit poussé à accepter les postes et les horaires les plus pénibles. Il y a par exemple, davantage de points pour celui qui vient le dimanche. On a aussi intérêt à ne pas prendre son ou ses jours de congés supplémentaires quand on est jeune (et donc plus rentable) et à les reporter... au-delà de 50 ans, car la valeur des points est alors doublée ! C'est un moyen pour Citroën, tout comme la participation, de ficeler l'ouvrier à la boîte. C'est aussi un moyen «d'exploiter la bête» encore davantage quand elle est jeune... quitte à la laisser souffler un petit peu quand elle vieillit...

PIEC, ça sonne un peu comme piège, mais il n'y a pas beaucoup d'ouvriers ici pour s'y laisser prendre...

(Signalons que ces PIEC ont fait l'objet d'un protocole d'accord direction-CFT-CGC-FO).

Un peu d'histoire

La grande grève de 1933

En 1929, Citroën était déjà un champion de l'exploitation. Durant la crise, il réussit à diminuer de moitié ses effectifs tout en faisant des bénéfices de plus en plus élevés.

La direction, comme aujourd'hui organisait le mouchardage, interdisait partout les moyens d'organisation des ouvriers.

Beaucoup disaient : «avec le chômage, tout le monde baisse la tête».

Sur 18 000 ouvriers, il n'y avait que 100 syndiqués à la CGT-U, seul syndicat à soutenir résolument la lutte des ouvriers contre la classe capitaliste.

En avril 1933, une grève de 35 jours fera reculer Citroën qui voulait diminuer les salaires : un de ses principaux dirigeants : JP Timbaud, un vrai communiste. Il fut fusillé en 1941 par les fascistes hitlériens à Châteaubriand Rien à voir avec Marchais et Cie ! Il raconte :

«C'est parti sur la base d'une action d'abord partielle immédiatement, dans la nuit, nous avons alerté l'en-

semble du personnel des usines Citroën (toutes étaient alors dans la région parisienne NDLR) (...)

«A 13 h 30, les ouvriers partout rentraient au chant de l'Internationale et mettaient en application nos conseils : débrayage équipe par équipe, en forçant les portes des ateliers, en se rassemblant à l'intérieur de l'usine, en désignant les délégués chargés d'aller à la direction (...)

«Lorsque dans un mouvement, il y a deux cents arrestations, quand les ouvriers se battent à coup de pavés contre la police, quand il y a des camarades à l'hôpital, quand un millier d'ouvriers descend dans la rue pour venir chercher le secrétaire du syndicat au poste de police et que la police n'a pas reçu l'ordre de se tenir tranquille (...)

«Qui a dirigé ? C'est le comité de grève, élu par les ouvriers. Déjà, la veille, 80 délégués avaient été élus dans les usines. Le lendemain, nous avons demandé aux ouvriers de compléter la représentation par atelier.

Le Comité central de grève s'est élevé à 180 membres. Nous avons réalisé là l'unité d'action des travailleurs (...)

«Le Comité central a eu, au point de vue de la direction de la grève, une importance capitale parce qu'il était l'émanation des 18 000 ouvriers de chez Citroën».

Comme on voit, les dirigeants de la CGT de l'époque ne craignaient ni les flics, ni la démocratie prolétarienne !

En lutte contre l'école capitaliste

Le pouvoir a peur de la jeunesse. Il y a aujourd'hui 700 000 jeunes sans emploi, sans compter ceux qui sortiront de l'école dans un peu plus d'un mois. Situation explosive !

Les déclarations terroristes d'Haby contre la politisation à l'école ne sont pas sans rappeler le fascisme : les matières qualifiées de subversives ou de marxistes devraient être supprimées. Les jeunes lycéens et collégiens s'emparent en effet de plus en plus de la politique. Ils refusent le sort que la bourgeoisie leur réserve.

Situation explosive ! La réforme Haby n'est toujours pas acceptée par les jeunes et elle ne le sera pas. Ici ou là, des manifestations éclatent. De plus en plus de lycéens comprennent que leur combat doit rejoindre celui de la classe ouvrière. L'unité avance dans la lutte. Situation explosive !

La bourgeoisie se souvient du rôle considérable qu'a joué la jeunesse dans le printemps révolutionnaire de mai 68. Elle constate que la jeunesse dans son ensemble refuse le révisionnisme : voyez ce qui se passe en Italie.

La jeunesse refuse le vieux monde capitaliste. Elle est la jeunesse du monde !

LES LYCÉENS ET ÉLÈVES LES CET

Mercredi 11 mai, devant la mobilisation de plus de 500 personnes, Haby devait reculer et annuler la visite qu'il avait prévue à Maisons Laffitte. Le samedi 14, c'est sous la protection de dizaines de CRS qu'il est venu parader au lycée international de Saint-Ger-

main-en-Laye. Plus de 300 lycéens, collégiens et professeurs du SGEN-CFDT étaient venus l'accueillir au cri de «Abrogation de la réforme Haby». Une coordination regroupant une vingtaine de lycées et CET des environs a été créée.

Le mardi 10 mai, les lycéens de Fameck (Lorraine) forment un Comité qui se

● Chelles - Lagny

Union, action contre la répression

A Lagny, le patron de Laurent lockoute les ouvriers en grève et installe vigiles et chiens policiers dans l'usine ; chez William Saurin, c'est un délégué syndical qui est sanctionné pour avoir manifesté la solidarité avec les travailleurs de chez Laurent.

Chez Motul, à Chelles, la direction, saisisant le premier prétexte venu, donne un avertissement à un délégué. A travers lui, c'est une section syndicale combattive que le patron essaie de décapiter. La direction des Câbles de Lyon - CGE - avait tenté une telle expérience en 75 et elle s'est cassée les dents face à la lutte déterminée des travailleurs, et ce, malgré la complicité active des cadres mais aussi des bonzes révisionnistes des Hauts-de-Seine.

Par le passé, les ouvriers de Motul ont mené de longues grèves, souvent victorieuses comme en 74 (3 semaines). A noter que le délégué sanctionné aujourd'hui, au cours de la grève de 74, dut passer outre les consignes des dirigeants du pétrole qui pré-

conisaient la reprise du travail pour - soi-disant - ne pas couler l'entreprise ! Pourtant quelques jours après, ils obtenaient satisfaction sur tout !

Aujourd'hui, après 3 semaines de grève, la direction n'a rien lâché et les ouvriers ont repris le travail. Mais ils sauront en tirer les leçons pour aller vers de nouvelles victoires.

Pour faire appliquer coûte que coûte le plan Barre, la bourgeoisie a donné au patronat la consigne de ne rien céder. Elle ne connaît qu'un langage, celui de la matraque, de la répression tous azimuts : ouvriers Français et surtout immigrés, petits paysans, lycéens...

Aussi devons-nous travailler activement à unir la classe ouvrière, à réaliser l'unité ouvriers-paysans-intellectuels révolutionnaires, pour faire échec, par la lutte résolue, aux plans de la bourgeoisie de droite ou de «gauche», et avancer dans la voie de la révolution. Comme disaient si bien les camarades des Câbles de Lyon : LA REPRESSION, NOUS L'ECRASERONS !



propose de soutenir les ouvriers de Fillod (Florange) alors en grève.

Le surveillant général arrache les affiches collées par le comité. Le 12, ils décident d'un collage et d'un bombage sur le thème de la liberté d'expression. Mais ils sont interpellés par le proviseur armé d'une barre de fer et par les flics. Toutefois, devant la mobilisation des lycéens, aucune plainte ne sera déposée. La colère gronde dans les lycées.

LES PROFESSEURS

Dans les CET du Maine-et-Loire, le recteur a décidé de supprimer plusieurs postes, d'où licenciements. L'assemblée générale du CET de la ZUP-Nord d'Angers décide d'une grève pour le

9 mai : 100 % de grévistes. La grève s'étend peu à peu aux autres CET de la région sur les mots d'ordre : «Non à la réforme Haby-Royer», «Non aux licenciements».

LES PARENTS D'ÉLÈVES

Depuis le début mai, plusieurs écoles de Grenoble sont occupées par les parents, qui protestent contre l'absence non remplacée de plusieurs maîtres. A l'école du Lac, les parents ont occupé les lieux les 5 et 6 mai en permanence. Le 7 mai, une première victoire était obtenue : une liste de candidats remplaçants était acceptée par l'Académie. Les parents grenoblois étendent ce genre de lutte, en unité avec les enseignants et l'ensemble du personnel scolaire.

Lisez la Jeune garde rouge

organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

ALSTHOM SAINT-OUEN
WESTINGHOUSE SEVRAN
E.V.R. AUBERVILLIERS
EN LUTTE !

LES TRAVAILLEURS NE PAIERONT PAS LA CRISE DU CAPITAL



DANS CHAQUE ENTREPRISE

A L'OFFENSIVE CONTRE LE PLAN BARRE DE BLOCAGE DES SALAIRES

CFDT — METALLURGIE 93 — CFDT

Depuis le 21 mai, grèves lycéennes avec défilés dans les ateliers et bureaux - grèves de l'auto-école

● Usinor-Thionville

Défense de «l'outil de travail» ou lutte contre les licenciements

C'est en ces termes, en effet, qu'à Usinor-Thionville, comme dans bien des secteurs menacés par les licenciements, s'affrontent deux lignes dans le mouvement ouvrier sur la question de l'emploi.

Qu'on ne s'y trompe pas. Ces deux termes s'excluent. Le premier, c'est le «maintien et le développement du potentiel économique», c'est «la rentabilité, la productivité» (elle serait des meilleurs du monde à la fameuse aciérie OBM que certains réclament à cors et à cris), c'est le «personnel qualifié et compétent, le potentiel humain à ne pas gaspiller», etc.

C'est le langage de toujours des patrons, celui qu'on, de tout temps, repris les champions de la collaboration de classe.

C'est toujours aujourd'hui celui des dirigeants de FO ou de la CGC. Mais c'est particulièrement celui des dirigeants CGT, le plus souvent imités en cela par ceux de la CFDT. Plus 78 approche, plus ces messieurs les chefs du PCF qui contrôlent la CGT, ou du PS, bien installés à la tête de la CFDT, voient s'avancer vers eux les fauteuils de ministres, plus ils se font les superchampions de la «défense de l'outil de travail».

Cela, avec le corollaire habituel des nationalisations, constitue le cheval de bataille auquel ces messieurs s'efforcent sans cesse de raccrocher les luttes de la classe ouvrière pour les

mener tout droit... sur le terrain de la bourgeoisie, le terrain de la «lutte» pour conserver et accroître les profits capitalistes!

On a vu à Thionville les dirigeants CGT entraîner les travailleurs dans une manifestation, ayant pour but... la pose de la première pierre de l'aciérie OBM

déjà citée!

Quand vont-ils demander aux sidérurgistes menacés de chômage de la construire pour de bon à leurs moments de loisir, ou de se cotiser pour qu'elle puisse voir le jour?

Quelle hâte ils ont de s'installer à la tête des monopoles, nationalisés

pour cela, pour y «développer le potentiel économique» et couper les rubans des usines modernes ou modernisées de l'avenir!

Depuis plusieurs mois maintenant que les licenciements sont annoncés, de délégations en débats parlementaires, ils ont ainsi réussi jusqu'ici à retarder toujours et empêcher toute forme de lutte efficace: l'occupation en particulier, tout en faisant constamment miroiter l'avènement du Programme commun.

Cela ne fait aucun doute, ce cheval de bataille là, les travailleurs doivent s'en débarrasser et d'ailleurs, à Thionville notamment, les dirigeants révisionnistes ont de plus en plus de mal à l'imposer: cela vaut à la CFDT, qui se fait l'écho de ce refus toujours plus large, d'être accusée de «manœuvres irresponsables et provocatrices».

L'appel d'un militant marxiste-léniniste de Thionville, largement diffusé lors de la grande manifestation de 15 000 personnes le 14 avril à Thionville, avait contribué à démasquer cette voie de garage et à indiquer la seule qui convienne aux travailleurs: celle de la lutte classe contre classe, celle de l'unité à la base et dans l'action, celle de la démocratie prolétarienne, celle des formes d'action appropriées à l'enjeu: celle de l'occupation!

Tôt ou tard, cette voie triomphera.

débordés

Les dirigeants CGT mettent sans cesse des bâtons dans les roues pour les actions un peu plus mobilisatrices que les éternels cortèges! Mais ils sont de plus en plus souvent débordés.

Un exemple: le blocage des lignes SNCF Metz-Luxembourg de 10 à 16 h, le 17 mai. Le secrétaire de la CGT qui, après avoir mis l'accent sur l'importance du sommet de la gauche, demandait la dispersion à midi, s'est vu opposer un large refus!

Il s'en est suivi un pique-nique sur la voie, nourri de sandwiches et de discussions animées: la démocratie syndicale, la CGT qui «déconne», les actions futures, etc., ainsi que de sérieuses perturbations sur la ligne.



L'occupation de la voie-ferrière le 17 mai

Unité de la classe ouvrière

Nos frères immigrés

La bourgeoisie au pouvoir dans notre pays vient de lancer de façon officielle une campagne contre les travailleurs immigrés en France, contre les frères de classe des travailleurs français. Cette campagne est grave, lourde de conséquence. Elle est pleine de racisme.

L'un des chefs d'orchestre de cette campagne, c'est le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Monory. Il ne rate pas une occasion de lancer le mot d'ordre raciste: «Dehors les immigrés!». Bien sûr, il ne dit pas les choses de façon aussi brutale. Il parle de «possibilité pour les travailleurs immigrés de rentrer au pays, avec un pécule». Mais au fond...

La bourgeoisie voudrait tout d'abord nous faire croire que ce sont nos frères, les ouvriers immigrés, qui sont responsables du chômage. Le but est de détourner l'attention des travailleurs du vrai responsable: le capitalisme.

Le chômage existera tant qu'existera le capitalisme, la loi du profit, la domination du capital. Le plan Barre 2 ne pourra pas résoudre ce problème, comme n'a pas pu le résoudre le plan Barre 1. Cela chaque travailleur le sent bien. De plus en plus de travailleurs aussi sentent bien que même le Programme commun ne résoudra pas le chômage. Cette prise de conscience fait très peur à la bourgeoisie qui cherche à semer la confusion.

La bourgeoisie voudrait aussi par le racisme, diviser la classe ouvrière. Aujourd'hui, aucune lutte ne peut triompher sans que les travailleurs immigrés y participent activement. Voilà pourquoi les Monory et compagnie essaient de monter un ouvrier contre

un autre, l'ouvrier français contre l'ouvrier immigré. La division a toujours servi le patronat. L'unité a toujours été l'arme de la classe ouvrière.



A l'heure où, comme à Usinor, les immigrés sont les premières victimes du plan Barre, la lutte des immigrés se développe. Les travailleurs immigrés de la Sonacotra sont en grève des loyers depuis plus de 2 ans. Elu démocratiquement, le Comité de coordination est le seul représentant des grévistes, le seul dirigeant de la grève. Cette lutte doit bénéficier du soutien de tous les travailleurs de notre pays.

Un ouvrier maçon de Béziers nous écrit

Quelle joie après les repas sur le chantier, en attendant le coup de sifflet de la reprise, de lire le nouveau quotidien 4 pages. Avant, je n'avais jamais le temps de le lire complètement, et pourtant, tous les articles étaient intéressants. Je me sentais mécontent, une impression d'inachevé. Je comprends bien que tous les lecteurs ne sont pas des ouvriers comme moi et qu'ils regrettent peut-être de ne pas en avoir plus à se mettre sous la dent! mais aussi le prix a baissé et cela je l'apprécie: je gagne 1 800 F par mois et ma femme est étudiante et n'a aucun revenu, alors on est bien obligé de tenir des comptes serrés!

Bravo camarades, le quotidien s'améliore sans cesse. C'est la première fois je crois que je me décide à envoyer un article au journal pour parler de notre métier, qui est dur, trop dur, et pourtant nous l'aimons.

Non aux crimes du travail!

(...) La liste lourde des accidents mortels s'allonge. Et tous les accidents graves mais non mortels dont on ne parle pas!

Travailleurs handicapés, membres coupés ou paralysés etc., voilà le lourd tribut que paient les travailleurs, particulièrement ceux de la construction, à la prétendue... fatalité! Mais voyons de plus près...

Ce ne sont pas les inspecteurs en tous genres: sécurité, travail... qui travaillent sur ces échafaudages sans protection que l'on voit dans nos villes à chaque coin de rue, qui enjambent les fils électriques détériorés qui courent sur les chantiers, qui travaillent en déséquilibre au-dessus du vide sans filet de réception: un contremaître «gueulard» est souvent derrière les travailleurs les incitant à prendre des risques, pour aller vite; refuser, c'est souvent être un «dégonflé», avec une lettre de licenciement à la fin du mois («si tu as peur, reste pas dans le métier, va ailleurs!»). Aucune information ou presque des ouvriers sur les règles de sécurité (elles sont d'ailleurs si complexes et nombreuses qu'elles deviennent légalement pratiquement inapplicables!) (...)

Pour la construction d'un barrage, où il y a eu deux morts, un chef s'est exclamé: «On avait droit à 10 morts, ou s'en est bien

tiré, et encore, c'étaient des étrangers!»

Un chantage permanent à la peur s'exerce sur les ouvriers de la part des chefs, le plus casse-cou devient un ouvrier «sérieux et vaillant». Alors, tant pis pour celui qui aura la malchance de glisser, ou de recevoir un caïron du 4^e étage!

Face à cela, que peuvent faire les ouvriers?

Dans l'immédiat, face à cet engrenage du rendement maximum, du profit à tout prix, ils doivent chaque fois que cela est possible (dans les organisations syndicales, etc) défendre des règlements les plus importants, refus d'effectuer certains travaux, etc) (...)

La racine de ce mal, de ces «crimes du travail», c'est avant tout l'exploitation légalisée de l'homme par une poignée de profiteurs, de parasites, lâches et sans pitié: le patronat, et son système qu'il a organisé minutieusement, la société capitaliste! (...)

Ils nous poussent à l'imprudence, car pour l'instant, ils nous tiennent, ce sont les patrons qui nous «donnent du travail»! Mais la résistance des travailleurs s'amplifie, leur niveau de conscience politique s'accroît sans cesse, leur haine du capitalisme est développée et l'aspiration à une société enfin libre, socialiste, quasi-générale. (...)

Un ouvrier du bâtiment Communiste de Béziers

Un film de lutte contre le racisme

Devant les luttes de plus en plus massives de la classe ouvrière - Français et immigrés unis - contre le chômage, les expulsions et les licenciements, la bourgeoisie orchestre une nouvelle campagne raciste.

Un film vient de sortir qui retrace l'assassinat de Djelal Ben Ali, à la Goutte d'Or (Paris), après la campagne raciste qui a suivi la nationalisation du pétrole algérien.

LES AMBASSADEURS

Un film à aller voir, à soutenir, à faire connaître pour riposter à la campagne raciste de la bourgeoisie.



Grenoble

Actes racistes des flics à l'ANPE Les chômeurs interviennent

Après avoir reçu trois refus d'offres d'emploi consécutifs pour le motif «offres interdites aux immigrés» (80 % des offres à l'ANPE sont racistes), un chômeur immigré a osé montrer sa colère devant ce racisme évident. Comme il faisait un peu trop de «tapage» à son goût le directeur de l'ANPE est intervenu en lui disant de le suivre, qu'il allait s'occuper de son cas.

En fait, peu de temps après, ce sont des flics qui sont arrivés pour embarquer cet homme trop «gênant».

Et c'est en le rouant de coups qu'ils l'ont fait rentrer dans le car.

Les chômeurs présents dans l'ANPE, révoltés par

ces actes de violence raciste, ont essayé de s'y opposer. Puis, certains d'entre eux et quelques membres du comité de chômeurs qui étaient en train de distribuer des tracts ont décidé de ne pas en rester là et d'aller au poste de police exiger sa libération.

Après une discussion houleuse avec les flics (propos des flics : pourquoi vous vous occupez de lui ; c'est un ivrogne...) il a été libéré.

Nous avons appris par la suite que les flics avaient fait un détour avant de rentrer au poste de police pour mieux pouvoir le frapper et lui ont même craché à la figure. Un docteur a fait un constat des coups et une plainte a été déposée.

A l'appel du collectif intersyndical

Journée «Porte close» à Jussieu contre l'amiante

Cette journée a été organisée mardi à la faculté des sciences «Jussieu» à Paris par l'intersyndicale du personnel pour protester contre la suspension des travaux de protection contre l'amianté.

Celui-ci a en effet été copieusement utilisé dans la confection de divers revêtements pour des raisons de rentabilité. Cette journée voulait être un avertissement à Mme Saunier-Seïté qui «utilisant mille faux prétextes, empêche la poursuite

des travaux» selon les dires mêmes du Collectif.

Des piquets de grève efficaces ont été mis en place si bien que mardi a été une journée «Fac morte». Le Collectif intersyndical l'a mise à profit pour expliquer aux étudiants et aux employés de la fac (20 000 personnes la fréquentent chaque jour) les dangers, notamment de cancer, que fait courir l'amianté. Si les revendications n'aboutissent pas d'autres actions suivront.

Poème comorien

Femme nouvelle

Femme nouvelle
Tu seras
Notre mère
Notre sœur,
Notre camarade d'armes.

Ta mission n'est plus :
Couper le bois
Pour le feu,
Préparer le repas
Pour la famille,
Parquée dans ta maison.

Ta mission n'est plus :
Puiser l'eau,
Laver le linge
Au ruisseau,
Vaquer à ceci
Ou à cela,
A la machine à écrire
Ou à la petite besogne,

Mais ta place, ma sœur
Ton rôle, camarade,
A l'unisson étudiant,

Comprendre,
Préparer
La lutte,

Faire de ton émancipation
Le tremplin de la révolution...

Marchais à Antenne 2

Rassurer et prendre les devants

Les tenants du Programme commun se sentent très près du pouvoir.

Nos lecteurs se souviennent peut-être que Mendès-France, gestionnaire des affaires du capitalisme à plusieurs reprises sous la 4^e République, a voici quelques années lancé une idée qui devait faire son chemin dans les bureaux du PCF, du PS et des Radicaux de gauche.

Mendès France conseillait de ne plus promettre des choses que la «gauche» au pouvoir ne pourrait pas tenir.

Au même moment, on voyait de part et d'autre, les états-majors de la gauche revoir leurs positions sur certains points. Le PCF revoyait sa position sur le parlement européen, sur l'arme atomique française.

Le PS, par la bouche d'Atali, préconisait un autre système que l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées.

Les Radicaux de gauche voulaient faire enlever la phrase du Programme commun disant que les travailleurs, de toute entreprise pourraient en demander la nationalisation. Le PCF proposait de nationaliser trois groupes supplémentaires, (pétrole, sidérurgie, et automobile) les deux autres refusaient, en avançant des arguments économiques parfois difficiles à saisir.

Au même moment aussi des précisions étaient apportées, des points un peu dans l'ombre étaient remis au premier plan : les travailleurs auraient le droit de discuter des mesures à prendre, mais l'État resterait bien le seul pouvoir de décision ; il existerait encore un chômage avec la «gauche» au pouvoir ; les licenciements aussi existeraient encore...

Tout ce processus devait aboutir à la réactualisation maintenant en cours.

Ce n'était pas là des «innovations», mais soit la précision de certains points du Programme commun, soit de courtes modifications.

Toujours est-il que pour bien des travailleurs, ces déclarations successives firent naître un doute, une méfiance ; en fin de compte, ce Programme tant vanté, était-il si bon que cela ? pourquoi les leaders de la gauche prennent-ils tant de précautions aujourd'hui ?

Dans ce climat, le PCF essaye de tirer sa carte du jeu. Il veut se faire passer pour le plus «social», le plus «à gauche» des trois signataires. Lui, le PCF, il veut le bien des travailleurs. Ce sont les deux autres qui freinent le processus. Ce fut par exemple l'opération du «coût du Programme commun».

C'est la même tactique

que Marchais a employé face aux caméras mercredi : d'une part affirmer (et essayer de «prouver») que le Programme commun est «un bon programme», ce qu'il a répété au moins cinq ou six fois et d'autre part d'émettre des réserves sur le thème : si les travailleurs sont déçus ce ne sera pas de notre faute, mais de

la faute de nos partenaires.

Rassurer et prendre les devants est d'autant plus urgent pour le PCF que par ailleurs de plus en plus de travailleurs font l'expérience concrète de ce qu'est la «gauche» : dans les mairies, les usines, ou les quartiers. Et les leçons tirées de la pratique quotidienne font beaucoup réfléchir...

Promesses, promesses...

Marchais a essayé de démontrer que le Programme commun s'attaquait aux causes mêmes de la crise. Qu'en ce sens, c'est un «bon programme». C'est un point important, car les travailleurs savent bien que ce sont eux qui la paient, cette crise. Alors qu'en est-il ?

Son grand exemple, c'est la photo arborée devant les caméras : une usine Rhône-Poulenc en passe de fermer, occupée par les ouvriers. Le patronat a décidé d'aller ailleurs, là où c'est plus rentable pour lui : Brésil, Argentine, RFA. Cette usine pourrait couvrir les besoins français en fil d'acétate.

Le mensonge, c'est de faire croire que par la seule volonté d'un gouvernement de «gauche», il pourrait en être autrement. On ne voit pas pourquoi une usine jugée non rentable dans un pays capitaliste avec un gouvernement de «droite» serait jugée rentable dans le même pays capitaliste avec un gouvernement de «gauche».

Ce n'est pas pour emmerder les gens que Rhône-Poulenc a fermé. C'est une conséquence des lois du capitalisme. Ce n'est pas une question de bonne ou de mauvaise volonté.

Que cette usine soit nationalisée ou non ne changerait rien à l'affaire. Une entreprise capitaliste nationalisée n'échappe pas aux lois capitalistes du profit.

Or, Marchais a bien précisé ce que nous savions depuis toujours : la «gauche» au pouvoir, ce ne sera pas le socialisme. Alors...

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes disent : on abattra la crise en abattant le capitalisme !

Parlement européen

Recul du PCF et du RPR

Malgré certaines réserves, toutes les grandes formations politiques de la bourgeoisie semblent maintenant ralliés à l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Cela démontre la force de la tendance à l'unité des pays européens face aux visées hégémoniques des superpuissances.

Face aux pressions des USA, l'importance d'une politique commune européenne commune n'a cessé de se développer. Elle s'est encore manifestée dernièrement au Sommet de Londres, lorsque les pays européens ont proposé de créer un fonds pour garantir les recettes du tiers monde et donc leurs possibilités de débouchés. L'unité européenne constitue également un obstacle aux visées hégémoniques de l'URSS, superpuissance montante qui se prépare à la conquête de l'Europe.

Doter l'Europe d'une défense indépendante face aux menaces de guerre, qui se précisent, apparaît de plus en plus comme une nécessité aux capitalistes européens. L'élection du Parlement européen au suffrage universel est dans ce cadre un préalable important. Même si des clauses limiteront dans l'immédiat ses prérogatives, c'est un pas inévitable vers le renforcement de l'unité européenne et de sa défense.

C'est pour cette raison que les dirigeants révisionnistes du PCF se sont opposés jusqu'à présent à l'élection du Parlement européen. S'ils cèdent du terrain, comme en ce qui concerne la force de frappe, c'est que la perspective d'arriver au pouvoir les rend plus «réalistes» et les force à faire des concessions. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils vont devenir des défenseurs de l'indépendance nationale.

Quand ils donnent comme cible à la défense française, l'Allemagne qu'ils assimilent au nazisme et qu'ils font l'apologie de la détente prônée par l'URSS, on le voit bien.

L'unité des pays et peuples européens face aux superpuissances représente un élément positif. Mais, bien entendu, elle ne diminue nullement l'importance de la lutte révolutionnaire des peuples contre leur propre bourgeoisie.

COMMUNIQUE

POUR COMMANDER DES BROCHURES
(et uniquement pour cela),
adressez-vous à :
APN éditions BP 279
75 886 - PARIS Cedex 18
Libellez les chèques à l'ordre de l'APN

2 Corses devant la cour de sûreté de l'Etat

M. Jean-Marie Brushini, âgé de 23 ans, et Jacques Pinelli, 33 ans, comparaitront à partir de vendredi devant la Cour de sûreté de l'Etat pour reconstitution de mouvement dissous «Front Paysans Corse de Libération» (FPCL). Ils sont également accusés de deux attentats à Sartène contre du matériel appartenant à des pieds-noirs et de tentatives d'attentat contre le garage de la sous-préfecture.

Barre...

Un salaire de misère

Le «salaire» de Barre s'élève à 27 800 F par mois, soit près de 20 fois le SMIC. Il a tenu cependant à faire préciser que, conformément aux mesures prises dans le cadre de son plan de «redressement», cette rémunération était bloquée pour l'année 77. C'est pour ça que Barre a l'air si affecté par l'augmentation des prix !

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



● Thomson - Bagneux

Le directeur Decarli en passe de rater son examen

Dans une circulaire, la direction de la Thomson-Bagneux annonce le passage d'un examen pour passer en catégorie supérieure. C'est l'application concrète des nouvelles classifications de la métallurgie, décidées en 1976, qui font dépendre les promotions et donc les salaires des diplômes scolaires et non pas de la qualification réelle acquise par le travail. Ceci touche principalement les techniciens, employés, dessinateurs et préparateurs.

La réaction des travailleurs

Cette mesure s'est heurtée à leurs refus catégoriques. Dès qu'elle a été connue, des discussions se sont engagées dans les différents secteurs de l'usine. Des assemblées générales ont eu lieu.

A l'initiative de militants de la CFDT, des groupes de travail ont été faits dans chaque secteur. Les travailleurs combattifs, syndiqués ou non, viennent y donner le point de vue de leurs camarades de travail. Ces groupes font des propositions qui sont synthétisées par les sections CFDT et CGT. Sur cette base, les sections syndicales soumettent les propositions à l'assemblée générale qui décide.

Les revendications sont : abrogation de la circulaire, déblocage des promotions et salaires, reconnaissance de l'expérience acquise.

Dans un premier temps, cela a permis d'unir les travailleurs sur une action et de commencer à construire le rapport de force. Bien que nécessaire, cette étape ne suffira pas pour faire céder le patron. Assez rapidement, il faudra durcir le mouvement. Une fraction importante des grévistes en est consciente.

L'attitude des faux communistes du PCF

A la tête de la CGT, ils ont attendu 15 jours pour parler de la circulaire. Le 11, ils ont essayé de dévier le mouvement sur la voie de garage du 24 mai provoquant un tollé général dans l'assemblée. Après cette giflette, le lendemain, un tract du PCF laisse entendre que la grève fait le jeu de la direction : « Dans ces conditions, quelle meilleure solution pour la direction que de sortir une note face au mécontentement existant, qui comme la goutte, fait déborder le vase, et tente d'entraîner les travailleurs dans une lutte qui, non seulement ne remettrait pas en cause ses profits, mais diviserait les travailleurs suivant leur situation, et comme le prévoit le plan Barre, diminuerait notre pouvoir d'achat ».

Ces messieurs font aussi des propositions « constructives » : ils ont lancé une semaine de signatures de cartes postales à envoyer à la direction !

Leurs manœuvres n'ayant pas marché, ils sont momentanément sur la touche. Mais la vigilance s'impose. Ils suivent le mouvement, prêts à semer la division et à le faire capoter.

Une seule solution : l'élargissement et le durcissement de l'action.

Correspondant Thomson-Bagneux

● Alstom - St Ouen

L'ouvrier menacé de licenciement est réintégré après 3 jours de mise à pied. Plusieurs délégués ont été frappés d'abaissements sur salaires, réduisant leur paie mensuelle à 1 000 F ou moins.

La lutte continue pour nos revendications.

● Loudéac - Bretagne

Mécontentement chez Olida

L'an dernier, une action d'un mois des travailleurs de Levallois, appuyée par une baisse des cadences à Loudéac, avait amené un accord sur les salaires (pas de salaire inférieur à 2 000 F au 1er juillet 77) pour toute la société Olida.

Il y a 15 jours, la direction locale nous laissait entrevoir qu'elle n'avait l'intention d'augmenter que les travailleurs touchant moins de 2 000 F, soit environ 15 % du personnel.

Devant de telles intentions, sous l'impulsion de la CFDT (majoritaire), deux débrayages par atelier et un débrayage pour toute l'usine permettaient d'informer plus de 350 personnes (environ 40 % des ouvriers présents).

Sur la position de la CGT, qui ne s'était pas associée au mouvement (ce qui ne fut pas pour plaire à tous ses adhérents) ainsi que sur les prévisions de la direction qui exigeait de plus qu'il n'y ait aucun mouvement pendant les négociations sur les salaires, et qu'aucun affichage concernant ces négociations n'ait lieu avant accord, ce qui veut dire en clair : pas de mouvement avant fin juin, quand la production sera à son plus bas niveau, les stocks se préparent en mai-juin.

Devant de telles exigences, qui n'annoncent qu'un nouveau magouillage de la direction, les travailleurs protestent dès le 5 mai par des réductions de cadence allant

Face aux patrons révisionnistes de la CCAS*

La lutte classe contre classe donne de premiers résultats

Le personnel des cantines d'EDF-GDF vient d'engager, pour la première fois, la lutte contre ses patrons, les dirigeants révisionnistes de la CCAS, pour l'amélioration des conditions de travail (Cf HR No 689 du 17 mai).

Ces travailleurs veulent la titularisation en tant qu'agents EDF-GDF et bénéficiaire de l'ensemble des acquis du statut du personnel.

Mais, sans attendre, ils voulaient obtenir des patrons de la CCAS, dirigeants éminents du PCF, la satisfaction d'un certain nombre de revendications.

Réunis en assemblée générale, le 11 mai, ils décidaient pour le mardi 17 un premier mouvement : préparation d'un plat unique au lieu du choix habituel et délégation massive au siège de la CCAS.

Malgré l'opposition des dirigeants du syndicat CGT, jugeant cette initiative « anonyme et irresponsable » et la non participation des responsables de l'Union des syndicats CFDT de la région parisienne d'EDF, (« ce mouvement n'ayant pas été décidé par les syndicats, mais par les travailleurs eux-mêmes, qu'ils se débrouillent »), un nombre important de travailleurs des cantines, syndiqués CFDT, CGT et non syndiqués, décidait de préparer le plat unique (en l'expliquant aux travailleurs d'EGF) et de se rendre à la CCAS.

Le directeur de la CCAS, membre du PCF bien sûr, au salaire de 1 500 000 AF, ne voulait recevoir qu'une délégation restreinte. Mais les

travailleurs présents (une centaine) exigèrent qu'il réponde devant eux. Et il fut contraint d'accepter !

Les revendications furent alors exposées longuement et précisément par les travailleurs des cantines auxquels se joignait, au dernier moment, le secrétaire du syndicat CGT, contraint, y compris par ses adhérents, de participer !

Le directeur de la CCAS tint, à plusieurs reprises, un long discours paternaliste, disant que la CCAS n'y pouvait rien, que les véritables responsables étaient le gouvernement et le directeur de l'EDF, que tout cela pouvait changer dans quelques mois... Il essaya d'opposer les travailleurs des cantines et le personnel d'EDF.

Mais les travailleurs des cantines eurent vite fait de le ramener à des questions très concrètes de son ressort : diminution des effectifs, augmentation des cadences, blocage des classifications, travail en sous-sol, refus d'organiser des élections de délégués du personnel, etc.

Le directeur de la CCAS et ses adjoints, devant la détermination des travailleurs, furent contraints de prendre des engagements précis : examen, cantine par cantine, des effectifs, négociation sur de nombreuses revendications visant à aligner le personnel des cantines sur celui de l'EDF, élaboration d'une nouvelle convention collective... tout ceci d'ici le 15 juin.

Certes, aucune décision définitive n'a été prise. Mais l'action unie et déterminée des travailleurs des cantines, comptant sur eux-mêmes, a permis à la fois de faire prendre des engagements aux patrons révisionnistes et de montrer qu'il était possible d'arracher, dès aujourd'hui, la satisfaction des revendications.

Les travailleurs des cantines savent que les révisionnistes sont comme les autres patrons, qu'ils exploitent et oppriment la classe ouvrière et que seule la lutte classe contre classe permet de les faire céder.

Correspondant HR

(* CCAS : Caisse centrale d'action sociale.



● Garage Legoueix

St Lo (Manche)

Mécaniciens en grève

Depuis le 28 avril plus de 50 % des travailleurs du garage Legoueix de St Lo (Manche) sont en grève, essentiellement les mécaniciens.

Leur salaire brut va de 1 600 F (OS 2) à un peu plus de 2 000 F. La CGT a pris en main la direction de la grève. Les travailleurs demandent 6 % d'augmentation, le 13e mois et 2 000 F de prime annuelle au lieu de 500 F actuellement.

Quelques jours après le début de la grève, M. Legoueix part se bronzer à Tahiti, espérant l'arrêt de la grève pendant son absence.

Les grévistes entreprennent alors du « travail sauvage » benévole dans une salle prêtée par la municipalité de St-Lo.

Lundi 16 mai, Legoueix, de retour de ses vacances tahitiennes, accepte de rencontrer les représentants CGT et l'inspectrice du travail. Il ne cède alors à aucune revendication des ouvriers de son garage : « Un patron, dit-il, est quelqu'un d'économiquement responsable. L'équilibre financier de l'entreprise est actuellement très fragile. Que voulez-vous que je fasse ? Je vais déposer mon bilan le 1er juin. Ils auront toujours 90 % de leur salaire pendant un an ».

Lundi soir, une soirée de soutien aux grévistes était organisée à St-Lo. Les ou-

vriers proposèrent alors les chansons de lutte du groupe « Octobre ».

Les autres chanteurs, contactés auparavant par la CGT permirent au groupe « Octobre » quatre chansons. Parmi celles-ci, la lutte des résidents des foyers Sonacotra était présente, et a crispé plus d'un « PCF » de l'auditoire.

Les ouvriers demandèrent à l'entracte que le groupe « Octobre » revienne à la fin de la soirée, clôturant celle-ci par des chansons de lutte et ce, malgré les réticences déguisées des responsables CGT.

Le mardi 17, 2e journée de négociation, Legoueix propose 3 % au 1er mai, puis 2 % au 1er juillet, et une prime de vacances et de fin d'année de 1 100 F.

Le personnel rejette à l'unanimité ces propositions « Si M. Legoueix nous avait fait ces propositions avant de partir à Tahiti, sans doute le personnel aurait accepté. Mais aujourd'hui, après trois semaines de grève, tout est différent. Nous allons durcir le mouvement et lancer un appel à tous les mécaniciens afin qu'ils soutiennent notre action ».

D'autre part, les routiers d'une autre entreprise appartenant à Legoueix envisagent déjà des arrêts de travail.

Lundi soir, une soirée de soutien aux grévistes était organisée à St-Lo. Les ou-

Correspondant HR